



SUIVE DE LA PAGE 13

Ce mutisme prendra fin après la diffusion par la télévision nationale canadienne CBC, quelques mois plus tard, d'un sujet relayant les questionnements de John O'Connor. Contraint de réagir à l'écho médiatique du reportage, Health Canada dépêche trois médecins sur place en mars 2006. Devant les journalistes qui couvrent la visite au centre de santé de Fort Chipewyan, l'un des représentants de l'agence fédérale boit un verre d'eau du robinet: preuve est faite que l'eau est parfaitement potable! Aucune mesure sanitaire ne s'impose, concluent donc les trois experts avant de rejoindre leur avion en esquivant les questions de l'auditoire.

« TAUX DE CANCERS PLUS ÉLEVÉS DE 29% »

Les autorités de santé s'intéressent en revanche de près au docteur un peu trop suspicieux. Une procédure de radiation pour « mauvais comportement » dans le dossier de Fort Chip est ouverte contre John O'Connor par le collège des médecins et chirurgiens d'Alberta. La procédure ne s'éteindra qu'en novembre 2009, grâce à l'intervention d'un avocat et des habitants qui lancent une pétition pour soutenir leur médecin.

Au même moment, fin 2009, sont rendues publiques les conclusions d'un rapport de l'Alberta Cancer Board sur l'incidence des cancers à Fort Chipewyan entre 1995 et 2006. Le document confirme l'augmentation de plusieurs types de pathologies (cancer des voies biliaires, du sang, du système lymphatique) et exige des études complémentaires afin d'en préciser les causes et d'évaluer l'état de santé général de la population. Une demande, là encore, classée sans suite.

« Ces taux de cancers 29 % plus élevés que la moyenne sont-ils de cause héréditaire, liés au mode de vie ou d'origine environnementale? Nous avons plus que jamais besoin d'une étude impartiale, complète et rigoureuse pour répondre à cette question », insiste John O'Connor. Au centre de santé, on répond poliment que les informations – logiquement publiques – ne sont pas disponibles. « En 2017, plus de 20 personnes sont mortes à Fort Chip, presque toutes d'un cancer. C'est devenu une chose normale », relève Warren Simpson. A 48 ans, cet ancien salarié de plusieurs entreprises de sables bitumineux, qui fait face lui-

« QUAND J'ÉTAIS ENFANT, ON POUVAIT BOIRE L'EAU DU LAC, PARFAITEMENT LIMPIDE. AUJOURD'HUI, L'EAU EST COULEUR CHOCOLAT »

ED MARTEN
conseiller au centre
de santé local

même à son deuxième cancer, admet que peu de ses concitoyens osent pointer du doigt les industries. « C'est compliqué de scier la branche sur laquelle on est assis. »

Ici comme partout ailleurs en Alberta, le pétrole règne en maître. Sur la route du cimetière de Fort Chipewyan se dresse un lycée. Il a été construit grâce aux subsides de la compagnie Shell Albian, comme le signale un panneau placé bien en évidence. Un peu plus loin sur la même chaussée apparaît un vaste complexe sportif, avec son terrain de hockey et sa piscine. Ces équipements ont été financés par le premier groupe pétrolier canadien, Syncrude, dont le logo orne la façade du bâtiment devant lequel se rangent, en fin d'après-midi, les pick-up qui laissent tourner leur moteur pour résister aux températures glaciales.

« Notre industrie est le plus gros employeur de personnes autochtones au Canada, avance Terry Abel, vice-président de l'Association des producteurs de pétrole du Canada (CAPP en anglais). Au cours des dernières années, l'industrie bitumineuse a participé pour 4 milliards de dollars canadiens [2,5 milliards d'euros] au chiffre d'affaires des entreprises autochtones. Aucun autre secteur ne réalise un volume d'affaires équivalent avec elles », assène le dirigeant au siège de la CAPP, dans le quartier des affaires de Calgary, la capitale économique de l'Alberta. Le Canada possède la troisième réserve pétrolière de la planète, derrière le Venezuela et l'Arabie saoudite. Plus de 95 % de

cet or noir imprègne les sables bitumineux, l'hydrocarbure non conventionnel composé de sable, de bitume et d'eau (80 % à 85 % de silice et d'argile pour environ 10 % de bitume). Selon les projections du Centre de recherches internationales associant Sciences Po et le CNRS (CERI), l'exploitation des sables bitumineux devrait apporter, au cours des vingt prochaines années, 200 milliards de dollars par an à l'économie canadienne. Seule la Russie pourrait se prévaloir d'une telle manne, mais ses gisements bitumineux, localisés en Sibirie, sont à des latitudes trop extrêmes pour envisager une activité rentable.

DES SABLES BITUMINEUX FACILES D'ACCÈS

Les sables d'Alberta, en revanche, sont faciles d'accès. Autour de Fort McMurray, le bitume affleure à moins de 70 mètres de profondeur: il est extractible à l'aide de pelles géantes. Dans les deux autres gisements de la province, plus profonds, Peace River et Cold Lake, les compagnies recourent à la technique dite « in situ »: elles forent des puits et y injectent de la vapeur d'eau pour liquéfier le bitume, aspiré ensuite vers la surface. Ensemble, ces trois gisements couvrent une zone exploitable de 142 000 km², plus vaste que la superficie de l'Angleterre, qui fit du Canada un dominion de la Couronne britannique en 1867.

A cette époque, Fort Chipewyan était le haut lieu du commerce de fourrure de la région. Fondé en 1788 par la Compagnie du Nord-Ouest, le plus vieux comptoir de l'Alberta vivait au rythme des saisons de trappe et des campagnes de pêche sur le lac. Une existence à laquelle les doyens des communautés indiennes ont pu goûter, avant que l'industrialisation ne vienne rompre cet équilibre.

« Quand j'étais enfant, on pouvait boire l'eau du lac, parfaitement limpide, et la forêt autour de Fort Chip était d'un vert profond, se remémore Ed Marten, conseiller au centre de santé local. Aujourd'hui, l'eau est couleur chocolat et la végétation est flétrie. » A la suite de la mise en route des premières installations minières en 1973, « des trappeurs sont tombés malades après avoir bu l'eau des rivières environnantes. On a vu arriver, venant du Sud, des fumées et des cendres des installations de Syncrude. On se disait que quelque chose ne tournait pas rond », retrace le Mikisew Cree âgé de 65 ans, atteint d'un cancer à l'estomac, comme sa mère, morte en 2017.

La génération d'Ed Marten a connu aussi le départ forcé pour le pensionnat catholique, « coupé des miens, de ma langue et de ma culture ». Ce passé douloureux est perceptible dans d'autres communautés indiennes, comme à Fort Smith, à 200 kilomètres plus au nord. Un panneau routier signale le passage de la frontière avec la région voisine des Territoires du Nord-Ouest, mais rien ne distingue la localité de 2 500 habitants de sa cousine albertaine. Même quadrillage urbain, mêmes habitations colorées, même concentration humaine autour des points cardinaux de la vie dans le Grand Nord que représentent les stations-service et les épiceries.

François Paulette, l'un des chefs de la communauté Smith's Landing, a préféré s'installer à la lisière de la forêt bordée par l'Athabasca. Dans cette zone où la rivière est agitée de puissants rapides, l'eau reste libre de glace au plus fort de l'hiver. « Un peu plus loin, on trouve un autre cours d'eau, Dog River, sur le plateau canadien, indique-t-il d'un geste ample. Mon peuple vit ici depuis des milliers d'années. Tout ce que nous savons, nous le devons à la terre et à l'eau. » « Mais il fut un temps [au début des années 1960] où le gouvernement décida de nous expulser de nos terres, prétextant que notre manière de vivre était en voie d'extinction, poursuit le chef amérindien, retiré à ses parents à l'âge de 6 ans pour l'école paroissiale. Quant à l'eau, il faudrait être naïf ou stupide d'espérer ne pas être touché par l'industrialisation. Les usines de pâte à papier, et après elles les compagnies de sables bitumineux, ont consommé beaucoup d'eau et rejeté beaucoup de déchets dans la rivière. »

Le « traité n° 8 », le texte qui régit depuis 1899 les rapports entre communautés du nord de l'Alberta et Couronne d'Angleterre, accorde aux populations indiennes un droit inaliénable de chasse et de pêche. Que vaut l'engagement sur des étendues de terres et d'eau souillées par l'activité humaine?, interroge François Paulette. La région de Fort Smith n'a pourtant pas de pétrole, pas plus que celle de Fort Chip. Mais toutes deux sont irriguées par le réseau hydrographique de l'Athabasca. C'est par cette veine immense et ses affluents que les infrastructures pétrolières installées à plus de 200 km en amont diffusent leur poison liquide.

« Le programme de suivi de la qualité de l'eau mis en place par le gouvernement d'Alberta n'est pas adapté aux risques des activités industrielles, soutient l'hydrogéologue